

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

Devant le congrès des maires, le Président de la république a appelé à l'unité nationale. Au même moment force est de constater qu'il n'y a plus de dialogue sur les Contrats de ville. Cherchez l'erreur...

Grand ménage dans les accueils de l'État ! Avec les « Maisons de Services au Public », ce sera zéro trésorerie, 5000 nouvelles suppressions d'emploi aux impôts, et moins de proximité. Messieurs les fraudeurs, bonjour ! Quant aux mal ou pas numérisés, tant pis pour vous !

Tranquille et péremptoire, la ministre du « travail » conseille de passer au télétravail les jours de grève. La fin du lock-out ?

Agenda militant

7 décembre

[Manifestation contre le chômage et la précarité](#)

7 décembre à Rennes

[Justice pour Babacar](#)

10 décembre

[La propriété ?](#)
[Débat Lordon - Piketty](#)

L'équipe de rédaction de Cerises vous souhaite de bonnes luttes de fin d'année !

Monde, luttes, et ligne de crête

Un nouveau cycle des luttes des peuples pour la démocratie et le changement est en cours et pour la première fois depuis 68 on a un mouvement de révoltes populaires simultanées à l'échelle mondiale. Depuis quelques mois en Algérie, à Hong Kong¹ ou en Haïti ou plus récemment au Liban, en Irak, en Iran, au Chili et en République Tchèque. Au Soudan où le changement après le coup d'État ayant renversé Omar al-Bashir le dictateur au pouvoir depuis une trentaine d'années avait été marqué dans un premier temps par un massacre par l'armée des populations en lutte, un processus, certes fragile, de transition vers la démocratie est en cours. Bien sur ce qui se passe est tout sauf linéaire et l'écrasement, dans le sang et la terreur, en quelques jours, de la contestation massive causée en Iran par l'augmentation du prix de l'essence ayant pris une couleur politique allant jusqu'à remettre en cause la légitimité même du système ou le coup d'État ayant renversé Evo Morales en Bolivie en sont les plus éloquentes preuves.

Bien que les causes de déclenchement de ces mouvements populaires puissent être fort différentes, le refus d'un cinquième mandat présidentiel pour Bouteflika en Algérie où l'augmentation du prix du ticket de métro au Chili ce qui les caractérise, c'est la présence importante des jeunes et des femmes, leur vitesse de propagation, leur durée et enfin leur caractère radical voire révolutionnaire. Ce qui avait pu être subi ou toléré pendant trop longtemps devient la source du refus et des révoltes populaires. Le terrain est propice à de telles explosions. L'absence de démocratie autre que formelle, les inégalités, la pauvreté et la dégradation des conditions de vie constituent une bombe à retardement, qui éclate à la mesure de l'exaspération sociale et démocratique. Au total on peut avancer que les mobilisations actuelles participent d'un nouveau cycle de luttes, après les révolutions arabes de 2010-2011. Enfin une autre caractéristique de ces luttes est souvent leur contestation du « système », mot certes flou mais qui désigne ceux qui sont au pouvoir ; classes dirigeantes politiques et économiques.

Ce qu'il adviendra de ces mouvements dans les différents pays n'est pas écrit et ne sera sans doute pas partout de même nature. Parviendront-ils à modifier réellement la donne ou seront-ils battus ou simplement digérés par les « systèmes » ? Rien n'est écrit mais c'est en tout cas un rappel que l'histoire n'est pas finie et, face à une autre caractéristique du monde actuel « la possibilité du fascisme », un encouragement à lutter pour que des alternatives post-capitalistes puissent advenir et pour que le basculement actuel se fasse du bon côté.

¹. Lors des élections du 24/11/2019 et avec un taux de participation de plus de 70% les candidat-e-s favorables à la « révolution des parapluies » ont remporté une victoire écrasante !

Henri Mermé





Féministe. anti-capitaliste. anti-raciste

Les avis convergent : à Rennes, mais sans doute ailleurs aussi, la manifestation contre les violences faites aux femmes fut très réussie, réunissant beaucoup plus de manifestantes que l'an passé. De MeToo à NousToutes, le mouvement féministe se renforce, s'élargit et touche les jeunes générations. Il s'auto-organise, via les réseaux sociaux, débordant ainsi largement le cadre des organisations qui se revendiquent féministes. A Rennes, des réunions, des collages, des ateliers de confection des banderoles, ouverts à toutes et tous ont permis une préparation dynamique de la manifestation. La tête du cortège était constituée de femmes exilées qui subissent de multiples discriminations. Des femmes Gilets Jaunes ont participé. Des slogans proposés ont affirmé la volonté de ne pas opposer les femmes voilées et non-voilées. Ponctué de plusieurs prises de parole, la manifestation s'est conclue par une invitation à danser, car si les féminicides sont terribles, la lutte doit être belle et joyeuse.

● SYLVIE LARUE

Iran : une révolte populaire écrasée dans le sang !

La situation économique iranienne des dernières années a été source de nombreuses grèves, parfois très importantes comme celle des conducteurs de bus de Téhéran. La seule réponse a été une répression forte des mouvements sociaux et syndicaux. Mais l'augmentation soudaine et brutale du prix de l'essence subventionnée, la moins chère au monde, a frappé les couches populaires où le régime compte habituellement ses soutiens et qui ont le plus de difficulté à finir le mois (les familles des anciens combattants et victimes de la guerre, celles des fonctionnaires, employé-e-s et ouvrier-e-s les moins payé-e-s, celles des chômeurs-ses, y compris les plus diplômé-e-s...).

La répression a été instantanée et intense faisant un grand nombre de victimes dans un blackout total. Du jamais vu ! Cela montre à quel point le régime, qui a affiché une unité exceptionnelle à dénoncer des interventions étrangères certes jamais totalement absentes, a conscience de la profondeur du mécontentement, source d'un rejet de plus en plus généralisé. D'autant que cette première augmentation va maintenant avoir un effet induit sur les prix à la consommation, surtout pour toutes les denrées de première nécessité.

● HENRI MERMÉ

UTOPISTE DEBOUT

RÊVE GÉNÉRALE

(G)rève

La grève qui a débuté le 5 décembre a été construite, à des rythmes divers, dans et par les organisations syndicales parties prenantes. L'élément fédérateur fut l'appel unitaire UNSA/CGC/FO/SUD/Solidaires à la RATP, renforcé par la CGT ensuite : lancé dans la foulée de la très forte grève du 13 septembre, donnant plus de trois mois pour construire une grève reproductible. Oser prendre l'initiative de l'élargissement a demandé un temps plus ou moins long selon les collectifs militants, mais ce fut

fait. La jonction avec les Gilets jaunes, au-delà de quelques exemples locaux, demeure compliquée. L'indéniable reflux de ce mouvement est une des raisons : mais combien de luttes durent ainsi, plus d'un an ? La difficulté d'une bonne partie du mouvement syndical à se situer vis-à-vis de ce mouvement en est une autre. Être ouvert à l'inattendu est pourtant une nécessité pour qui veut inventer une nouvelle société...

Le mouvement de grève porte sur la énième contre-réforme des retraites. Là où la grève est forte, elle repose aussi sur des revendications sectorielles, locales, voire catégorielles. Ce n'est pas un problème : que les personnes en grève définissent leurs revendications à partir de leur vécu quotidien, quoi de plus normal ? Le moment de grève, avec les assemblées générales quotidiennes, les occupations de locaux, les discussions informelles, est celui où le lien entre la situation concrète de tous les jours et la rupture avec le système se fait. Marre du chefaillon et des ordres idiots ? Mais à qui et à quoi sert la hiérarchie, comment la remettre en cause et s'en passer ? Plus facile d'en parler à partir de là où on est, avec celles et ceux avec qui on bosse chaque jour, ensemble, plutôt que d'imaginer cela de manière abstraite ! De même pour plein d'autres sujets : qu'est ce que c'est que cette « concurrence » dont on nous parle dans plein d'entreprises ? Puisqu'il y a des millions de chômeurs et chômeuses, pourquoi ne pas réduire le temps de travail de chacun et chacune ? On ne peut pas financièrement ? Et les milliards de cotisations sociales et d'impôts volés par les grandes entreprises et les plus riches ? Et les profits des actionnaires qui récompensent celles et ceux qui ne travaillent pas ?

Les retraites ? Un débat de technocrates ? Ou un choix politique qui pourrait consister à mettre en avant que les retraites de demain sont financées par les cotisations des travailleurs et travailleuses d'aujourd'hui (et d'hier) et donc que c'est aux travailleurs et travailleuses de décider de l'utilisation de ces fonds : pas aux patrons, pas aux institutions qui les servent ? La fin des régimes spéciaux ? En alignant par le haut parce qu'on peut le faire si on le décide et l'impose ! Nous sommes tous et toutes des régimes spéciaux !

● CHRISTIAN MAHIEUX



Territoires et alternatives démocratiques

L'organisation actuelle des territoires masque la mise en place de nouveaux pouvoirs plus difficiles à identifier et de plus en plus à l'abri des exigences des citoyens : les Communautés de Communes se substituent aux municipalités, les « Métropoles » captent l'essentiel des moyens financiers, des équipements, au détriment des villes moyennes, des banlieues ou des zones rurales, L'État se réduit au Président de la République et à son entourage, les Commissions non élues de Bruxelles où des pouvoirs d'intervention des milieux financiers (type Ceta) se mettent en place au détriment du suffrage universel.

Des mobilisations se développent pour maintenir des emplois, des services publics, des luttes acharnées sont menées remportant des succès inestimables contre des projets écologiquement et socialement désastreux, tout particulièrement des grands projets inutiles. Mais ces résistances ne sont pas encore à la hauteur du changement systémique du capitalisme, proprement catastrophique à l'échelle locale comme à l'échelle globale.

Il y a donc une urgence majeure à mettre la question territoriale au cœur de nos réflexions et de nos mobilisations, et traduire cet enjeu anthropologique fondamental par de nouveaux défis politiques.

Ordres et désordres des territoires

Makan
Rafatdjou



Un lieu n'est pas un espace abstrait, réceptacle de nos existences et support de nos activités.

C'est une part concrète de nos vies, une sédimentation de longue durée de notre manière de faire monde, partie intégrante et singulière d'un territoire. Ce dernier est un « produit », naturel et un artéfact, une œuvre humaine, traces et tracés matérielles et physiques de notre coévolution naturelle et culturelle. Chaque communauté, société, civilisation a façonné, avec plus ou moins de justesse et de bonheur, un territoire spécifique facteur jusque là, à travers ses transformations mêmes inégalitaires, d'un sens commun durable.

Mais le territoire a été longtemps négligé par des courants révolutionnaires obnubilés par le productivisme et le modernisme mythifié, ratant même le devenir urbain du monde malgré certains apports décisifs (par exemple d'un Henri Lefebvre Le droit à la ville, La révolution urbaine, La production de l'espace... il y a plus de 50 ans déjà) ! Aujourd'hui il est l'objet de tensions explosives.

D'un côté, il est au cœur du néolibéralisme triomphant et de sa course effrénée au profit : acharnements constructivistes, frénésies marchandes, financiarisations massives... De l'autre,

il se trouve au cœur des urgences sociales, des impératifs écologiques et de tous les enjeux d'un nouveau monde à inventer. Mais l'ordo-libéralisme, cette mobilisation étatique au service du capital et de ses logiques mortifères de concurrence impose de force et à l'échelle de la planète des réformes législatives destructrices : privatisations et expulsions, sur-densifications et spéculations urbaines, ségrégations et relégations sociales, dévalorisations et désertifications rurales, déforestations et artificialisation des sols...

En France, les lois MPTAM, NOTRE, ELAN... renforcent une logique de métropole à marche forcée et, surtout, une opacification et un éloignement des lieux de décision dessaisissant toujours davantage les citoyens d'une maîtrise réelle de leur habiter, pourtant l'un de nos fondements anthropologiques.

Campagnes, agricultures, villes, logements, transports, santé, éducation... modes de décision, de gestion et d'organisation politiques... depuis un moment déjà ces questions irriguent les forums sociaux mondiaux, des mobilisations et des luttes acharnées (des sans-terres aux ZAD...) sources de succès inestimables contre des projets écologiquement et socialement désastreux, tout particulièrement des grands projets inutiles (Notre Dame des Landes, Euro-pacity...).

Des expériences alternatives de formes et d'échelles les plus diverses essaient

**le territoire
est l'objet
de tensions
explosives.**

(ESS, permacultures, Sels, coopératives...), une réflexion critique vivace se déploie chez les universitaires et les professionnels, une nouvelle vitalité associative s'empare des thématiques les plus diverses, et des mouvements sociaux inédits se font durables, (Indignés, Gilets Jaunes, jeunesse pour le climat, Alternatiba...) dont les revendications et propositions sont au cœur de l'enjeu territorial.

Si ces résistances ne suffisent pas encore à rompre avec un capitalisme proprement catastrophique à l'échelle locale comme à l'échelle globale, qui anihile les rôles protecteurs et régulateurs des puissances publiques, en les asservissant, par adhésion, aveuglement ou impuissance, dans un rôle de zéloteurs et gardiens de son (dés)ordre, elles en démontrent la caducité historique et nous placent devant le choix : démocratie ou barbarie.

Cerises apporte une première salve à cette réflexion par un bouquet de contributions diverses, un patchwork de connaissances et d'expériences en acte, éclairant des acteurs, des situations et des problématiques différents. ●

Lyon aussi n'est pas à vendre

Laurence Boffet



La métropole de Lyon est une collectivité territoriale de plein exercice, au même titre que le conseil territorial de Corse. La loi appliquée à partir du 1^{er} janvier 2015 qui crée la métropole « Lyon Métropole » est l'inspiratrice des mutations suivantes appliquées partout en France sur la création des communautés d'agglomération. Mais là où elle aurait dû être un modèle pour inventer l'organisation des grands territoires urbanisés de France, interconnectés avec les autres territoires locaux, européens et internationaux, elle est pour l'instant une institution très centralisatrice, opaque pour certaines de ses compétences, à l'image d'une mini 5^{ème} république appliquée à son territoire.

Lyon n'est pas à l'origine une ville qui concentre à l'excès les défauts de certaines grandes agglomérations : jusqu'au début des années 2000 perduraient une politique du foncier public volontariste ; les décisions d'aménagements ou d'infrastructures, certes souterraines ou de couloir, voire de cours et clientélistes, associaient malgré tout de multiples acteurs puissants : politiques, économiques, religieux, sociaux, obligés de trouver des consensus. Beaucoup de quartiers, sont « habités » de multiples manières : grande mixité sociale, présence encore récente de l'industrie ou de l'économie non tertiaire,

centre-ville comportant une majorité de logements, réseau de transport dense, etc. Mais rattrapée par le néo-libéralisme de ces deux dernières décennies, elle est tombée dans presque tous les écueils : casse des grandes régies publiques (eau, déchets, transports), créations de « pôles d'attractivités » (centres d'affaire, centres commerciaux, centres touristiques) au détriment de l'équilibre territorial et avec plus ou moins de succès à la clé, ventes des bâtiments publics et privatisation de l'espace public, sous-investissement public au profit de partenariats public-privé ou de « deals » parfois douteux avec de grands financiers (stade de Gerland, rue de la République), le tout avec une grande importance donnée à la gestion par grands projets ou l'événementiel économique et culturel. Deux exemples pour illustrer cela : l'hôtel-Dieu, grand bâtiment classé monument historique en plein centre-ville, était un hôpital public jusqu'en 2007, il abrite aujourd'hui un hôtel de luxe, un musée chic et une cité de la gastronomie. Il a été vendu plusieurs fois depuis sa session initiale par la Ville pour une somme symbolique, et la cité de la gastronomie a été récemment renflouée par la Ville de Lyon et ses contribuables parce qu'elle ne marche pas aussi bien qu'attendue ! L'ancienne usine Fagor-Brandt, dans le quartier de Gerland, pour laquelle nous avons en vain œuvré pour empêcher sa fermeture en 2015, qui a produit de l'électro-ménager puis des moteurs électriques, est transformée cette année en lieu d'exposition phare de la biennale d'art contemporain, avec des œuvres d'artistes du monde entier dénonçant les excès de la mondialisation libérale et la perte de sens au travail !

Élue dans le 1^{er} arrondissement, seul arrondissement acquis à la gauche opposée à Gérard Colomb à Lyon en 2014, je ne conçois pas mon travail d'élue sans les habitant.e.s de ce territoire. D'abord parce qu'ils n'auront de cesse de me le rappeler si je tente de les ignorer. Au cœur des pentes de la Croix-Rousse, le 1^{er} est l'un des territoires les plus denses d'Europe, et malgré sa « boboisation » galopante, l'un des plus mixte socialement. Encore récemment « quartier prioritaire », il a une tradition du mouvement social bien à lui : les coopératives et les habitats collectifs autogérés sont présents depuis les années 70, les anarchistes dans toutes leurs acceptions depuis encore plus longtemps, mais aussi de très nombreuses associations, collectifs, lieux culturels. Dans ce contexte privilégié, les élu.e.s que nous sommes se doivent d'une part de rendre compte de leurs actions régulièrement et surtout des moyens employés même lorsque les résultats ne sont pas là, car un arrondissement a peu de pouvoir vis-à-vis de la Ville ou de la Métropole, comme peut aussi l'être une petite ville ou un village dans une communauté d'agglomérations ou une métropole. Outre les formes classiques comme les réunions

je ne conçois pas mon travail d'élue sans les habitants

Le foisonnement de collectifs (...) un moyen pour les habitant.e.s de se mêler de la vie de la cité

de quartier ou les publications sur internet et les réseaux sociaux, il y a aussi la banderole au fronton de la mairie !

Les élu.e.s sont des passeurs autant que des politiques et je préfère faire en sorte que les personnes se rencontrent plutôt que de monter une énième « écurie » acquise à la cause, comme cela a pu être le cas dans le passé. Lyon consacre moins de 0.1 % de son budget à la démocratie participative, et le 1^{er} arrondissement, avec seulement 60 000 € de budget d'action locale pour 30 000 habitant.e.s, consacre plus de 40% de celui-ci à la participation (instances, concertations, revue participative). Les conseils de quartier ne peuvent plus être les classes prépa des partis politiques et je me réjouis, même si ce n'est pas mon bord politique, quand un collectif de commerçants indépendants bouscule le microcosme feutré de la presqu'île lyonnaise pour dénoncer l'implantation du énième « resto à burger » tout en présentant « en même temps » un nouveau plan de développement économique et urbain ! Car les temps changent, et là où le foisonnement de collectifs et de pétitions était une particularité du 1^{er}, c'est devenu un moyen pour nombre d'habitant.e.s de Lyon de se mêler de la

vie de la cité, passant du « je rale » au « nous voulons ». Aujourd'hui, ces collectifs (Collectif Part-Dieu, La Fabrique de la Ville, Collectif Mazagran, « La Guillotière n'est pas à vendre », « La Croix-rousse n'est pas à vendre » etc...) produisent des contributions saluées dans les enquêtes publiques, en particulier le PLU-H et sont rejoints par des professionnels urbanistes, architectes, promoteurs ou encore s'associent à des travaux universitaires.

Les élu.e.s se doivent de leur donner une voie indépendante. Dans le 1^{er} arrondissement, celle-ci est portée par le conseil territorial, instance où siègent de droit les associations, collectifs, conseils de quartier, fédérations, syndicats de l'arrondissement et qui désignent des rapporteurs qui siègent au côté des élu.e.s à chaque conseil d'arrondissement pour porter des questions, dont le contenu, les débats et les réponses sont publics et publiés. Grâce à cela, la force collective habitant.e.s, élu.e.s, a permis d'empêcher la fermeture de l'école publique Levi Strauss dans le centre-ville, mais aussi de modifier sensiblement le projet immobilier de l'ancien collège Truffaut ou encore d'éviter la vente d'une salle de spectacle municipale.

Les conseils de quartier, de développement, citoyens, sont à Lyon des comités Théodule sans réel pouvoir et du même coup vidés de force vive. Mais leur efficacité, qui pourrait être meilleure avec un vrai budget de fonctionnement, nécessite aussi la réorganisation des services, trop verticalisés ou qui ont fait la part belle à l'organisation par projets urbains, au détriment des services de proximité, sous-dotés, moins reconnus et qui ont même du mal à recruter, alors qu'ils disposent d'une grande expertise de terrain. Les grands projets, utiles

et inutiles, concentrent aujourd'hui les compétences et dépendent de calendriers et de modes de fonctionnement incompatibles avec le temps nécessaire à l'inclusion des habitant.e.s. Des inventions pourraient bien sortir de ces échanges pourtant.

L'expertise des habitant.e.s, dans ces métropoles éduquées, peut être encouragée et développée. Rêvons qu'elle puisse même remplacer des études privées auxquelles nous faisons appel régulièrement, parfois même conduites par les mêmes agences qu'on cherche à évaluer. Le secteur marchand déjà omniprésent n'a pas autant besoin des collectivités pour se développer, par contre les expérimentations, dans le monde associatif ou l'économie sociale et solidaire a besoin d'un coup de pouce, car c'est dans ces modèles que se trouvent bon nombre d'innovations de demain. En outre, même pour les plus grands projets d'infrastructure ou de construction, nous devons (re-)inventer le « faire avec ». Ré-inventer comme le vieux Lyon, aujourd'hui à mon sens un genre de grand musée touristique à ciel ouvert, a échappé à la destruction grâce à ces habitants et rénover avec eux par des bailleurs sociaux et des promoteurs à la fin des années 70. Dans ce grand Monopoly que sont devenues les grandes métropoles, c'est d'autant plus important que les promoteurs ou constructeurs nationaux voient leur échapper à eux-aussi une bonne partie des opérations immobilières qu'ils ont pourtant contribué à laisser au marché privé puis à la spéculation. Alors gageons que nous trouverons les bonnes méthodes, les Lyonnais.e.s en sont conscient.e.s de plus en plus des enjeux, et sont prêts à s'investir. A nous ne pas leur laisser seulement « la couleur des bancs ». ●

Le conflit pour faire démocratie

Patrice Leclerc



Les idées dominantes ! Elles sont tenaces, imprègnent toutes les couches sociales de la population. Elles sont relayées dans l'espace médiatique et politique et constituent un obstacle à la construction d'une convergence des luttes et à la construction d'une alternative au niveau national et local. Cela s'ajoute au fait que dans les villes populaires on subit au moins deux humiliations : celle du mépris à l'égard des couches populaires, celle de l'islamophobie, qui peuvent conduire à des replis, au refus de participer aux débats, à de l'individualisme.

Nous n'avons donc pas d'autre solution pour les déconstruire que d'associer plus et mieux les habitant-es aux décisions prises dans les localités. Associer, c'est respecter les gens, c'est facteur de dignité. Une dignité indispensable pour

**Associer,
c'est respecter
les gens,
c'est facteur
de dignité**

l'ouverture aux autres, au monde, à la participation citoyenne. Associer ce n'est pas travailler à une « gouvernance », mais à la mise en lumière des intérêts contradictoires en jeu, du débat indispensable pour confronter les points de vue. C'est expliciter les enjeux et visions sur la société qui les sous-tendent, rechercher ensemble l'intérêt commun. L'enjeu est pour l' élu local de pouvoir s'appuyer sur une pensée collective assise sur une réflexion partagée permettant de résister à des faux « bons sens populaires » sur

lesquels s'appuient les idées dominantes et le gouvernement.

Tout cela est plus facile à dire qu'à faire. En travaillant avec des contre-pouvoir, en favorisant l'émergence de collectifs citoyens indépendants, en s'exposant au débat idéo-

logique, on prend des risques politiques. C'est aussi apprendre de ses échecs, car il ne suffit pas de vouloir pour pouvoir ! Les milieux populaires résistent à l'implication citoyenne tant la défiance est forte. Il faut aider à faire des expériences positives de décisions prises ensemble « après s'être engueulé », verbaliser publiquement sur le terrain nos intentions. C'est dur, pas facile mais à tenir dans la durée. ●



Zeinab Abd El-Hamid, Quartier populaire (1956)

Rennes, une citoyenne à la mairie



Charlotte Marchandise¹, candidate « citoyenne » en 2014 sur la liste « Changer la ville » avec EELV

et une partie du Front de Gauche, adjointe chargée de la santé à Rennes.

1. La participation citoyenne fait partie de ton ADN politique. Au cours de ton mandat, tu as exercé des responsabilités dans le domaine de la santé à l'échelle locale et à l'échelle internationale. La participation citoyenne à ces deux échelles est-elle possible ?

Il s'agit déjà de définir ce que nous entendons par participation : est-ce que nous invitons les habitant.e.s à donner leur avis ? à construire le projet ? à le réaliser ? Quelle marge de manœuvre ont-ils, quel réel pouvoir de décision ?

Je pense que la participation est possible à tous les niveaux dès lors que l'on commence par une véritable transparence et une définition claire des enjeux, des personnes concernées, du pouvoir de chacun et des moyens attribués. Donner un cadre

est une garantie, tout comme un respect profond des citoyennes et citoyens à qui nous nous adressons. Le cadre peut être local, national ou international, il peut aussi être infra-local ou thématique. Ainsi dans le cas de la santé à Rennes, nous animons un comité consultatif santé-environnement qui concerne tous les acteurs de la ville, avec lequel nous avons défini les grandes lignes qui me guident au quotidien dans ma décision, à travers une charte « Rennes en Santé ». Les critères d'attribution de subventions ont été décidés collectivement : des actions qui concernent les rennaises et les rennais (pas de soutien à des colloques professionnels nationaux, qui sont de plus souvent soutenus par les laboratoires pharmaceutiques), des actions co-construites avec les personnes concernées et si possibles construites en partenariat (éviter d'avoir une forme de saupoudrage avec plein de petites subventions sans réfléchir aux besoins du territoire), et des actions qui visent à réduire les inégalités sociales de santé, en se déclinant dans les quartiers prioritaires par exemple. Nous animons ensuite des espaces de démocratie sur différents sujets : commissions santé dans les quartiers, conseil rennais de santé mentale, comité de l'animal en ville... Au niveau national ou international, plein de possibilités existent également. Leur crédibilité dépend du fait de savoir que le vote va être respecté, dans le cas d'un référendum par exemple, ou que le travail fourni dans les consultations va être suivi d'effet, ce qui est la question centrale de la convention citoyenne sur le climat qui se déroule actuellement.

2. Tu as acquis une certaine expertise au cours de ces 6 ans. Pourquoi ne te représentes-tu pas ?

C'est entre autre parce que j'ai acquis cette expertise que je ne me représente pas ! Les agents des collectivités sont des experts, ils m'ont formée et accompagnée. J'ai apporté un regard extérieur, citoyen, neuf sur les questions de santé à la ville de Rennes, un regard politique. Il me semble très important de ne pas confondre les rôles des uns et des autres, et c'est une discussion qui n'a pas lieu assez souvent : au fond, quel est le rôle de l'élu.e ?

D'autre part, je crois au mandat unique – au moins sur une fonction ou un échelon. Plus nous mettrons en place les moyens systémiques du renouvellement politique, plus nous pourrons l'ouvrir à d'autres personnes. Pour ma fin de mandat je prépare un véritable bilan, une évaluation et une transmission au suivant, et je trouve cela passionnant. Difficile à réaliser en étant en campagne !

De plus, un mandat peut très vite se transformer en carrière, d'autant plus qu'il n'est pas évident de retrouver un travail après 6 ans en tant qu'élue. Je veux pouvoir rester libre de m'engager en politique ou pas, et cela implique de maintenir une véritable activité professionnelle.

Enfin c'est une façon de ne pas oublier ce qu'est la réalité de la vie de la plupart des françaises et français, faite d'entretiens d'embauche et de rapport de subordination, et de garder les pieds sur terre. ●

¹. Autrice de Radicale bisounourse, une citoyenne à la présidentielle
<http://lehetremyriadis.fr/accueil/87-radical-bisounourse-une-citoyenne-a-la-presidentielle-charlotte-marchandise.html>

Démocratie à échelle humaine en milieu rural

F. Labaune
citoyenne
à plein temps



En Bourgogne, le village de Mancey (71) (355 habitants majeurs) s'est doté d'un conseil des habitants. Au départ, quelques personnes et ce désir de participer activement au-delà du bulletin de vote, à la vie du village et de créer un moment de rencontre, d'échange entre les habitants.

Les réactions ont été multiples : surprise, méfiance devant l'inconnu, curiosité, envie de participer, envie de faire entendre sa parole. Après 3 ans de vie, le conseil des habitants continue d'évoluer et d'enrichir ses pratiques. Un groupe de coordination pour la communication, éditer les comptes rendus, dépouiller les consultations et en faire la synthèse. Un tiers du groupe est renouvelé tous les six mois pour permettre l'implication de chacun et éviter l'ossification ! Les thèmes des réunions sont définis par le Conseil lui-même. Des groupes de travail préparent alors les séances en vue d'affiner les discussions. Des comptes rendus distribués permettent à chacun, participants ou non, d'être régulièrement informé. Récemment, le renouvellement de l'aménagement de la communauté de communes nous a amené à une consultation de tous les habitants faite grâce à un porte à porte pour recueillir les besoins et leur avis. Des projets ont vu le jour sur papier et sont transmis au conseil municipal et à la communauté de communes. Cette pratique a montré à quel point chacun a une compétence, des idées nécessaires au fonctionnement de la collectivité. Le nombre de répondants à cette consultation a dépassé le nombre de votants aux dernières élections européennes ! Il reste à mieux articuler ce travail avec la mairie, la communauté de communes, de façon à ce que les souhaits soient suivis

d'effets et d'être bien compris des élus comme partenaire, expression des habitants et non pas comme obstacle ! Travail de longue haleine pour faire accepter le fait que les habitants ont un droit de regard et des opinions sur leur lieu de vie.

Cela a permis des rapprochements entre habitants : mettre un nom sur un visage, socialiser autour d'un verre (bourguignon bien sûr), développer petit à petit grâce à l'action commune, ce sentiment de communauté. C'est ce qui permet d'accepter les différences, de transformer d'éventuels conflits en discussions. Il faudrait maintenant attirer plus de jeunes.

Cette expérience est nouvelle pour tous, d'où des tâtonnements et le processus est enclenché avec son lot de remises en question, de réflexions, condition pour avancer !

Je fais partie de ce conseil d'habitants depuis 2 ans. Au départ, j'ai observé et me voilà maintenant bien plus impliquée dans le groupe de coordination. En plus des liens d'amitié qui se sont créés, j'ai le sentiment d'œuvrer pour cette communauté, de faire partie d'un collectif dynamique qui, à une petite échelle, réussit à se faire entendre. J'ai mis du sens sur le « vivre ensemble » ici à Mancey et c'est comme une revanche sur ces dernières élections qui m'ont laissée sans voix !!! ●

comme une revanche sur ces dernières élections qui m'ont laissée sans voix !

Local et global

Josiane Zarka



Le Conseil d'Habitants de Mancey est né d'un Forum critique à l'égard du système représentatif qui déresponsabilise les citoyens. Ce forum explorait une autre définition de la démocratie. Pour ses initiateurs, cette assemblée est indépendante de tout pouvoir institutionnel et a pour objectif que les habitants gagnent en autonomie et en pouvoir délibératif. Ils attendent des élus qu'ils rendent légal ce qui ne l'est pas en intégrant les demandes des habitants.

Les habitants sont relativement nombreux à faire l'expérience de pouvoir dire ce que doit être leur commune et de constituer une force. Beaucoup pensent qu'ils doivent s'occuper des questions locales alors que leurs représentants s'occupent du niveau national et au-delà. Avec la crise de la politique, on pense trop souvent que le local c'est du concret et que l'élaboration politique serait inévitablement plaquée sur le réel. Or notre exis-

tence démontre la simultanéité de la pensée et de l'action. Tout pas en avant génère de nouvelles questions. Rester strictement local est-ce durable quand les communes sont privées de leurs pouvoirs au profit des communautés de Communes, régions, métropoles ? Quand les élections laissent de plus en plus sans voix, comme le dit Françoise ? Les habitants ne doivent-ils pas sortir d'un rôle qui les assignent politiquement à résidence et les privent de tout pouvoir réel à une échelle plus vaste ?

L'enjeu est désormais de ne plus se considérer comme des usagers affectés à un petit périmètre, mais comme des citoyens conscients de l'intérêt général, capables de se mobiliser, vis-à-vis de l'intercommunalité, du département, de la région et de l'Etat et au-delà de concevoir ce que doit devenir la société.

Après 3 ans de pratique, des habitants souhaitent que dans d'autres communes se créent des Conseils d'habitants afin que cela permette de peser sur les choix qui dépendent d'une échelle plus large que la commune. C'est peut-être le début d'une conceptualisation plus profonde de la démocratie. ●

La meilleure défense c'est l'attaque

Pierre Zarka



Une caractéristique de l'évolution des sociétés est la montée de l'aspiration à la démocratie : Mouvement des femmes, des migrants, coordinations des mouvements sociaux, crise croissante de tout ce qui donne le sentiment d'accaparer les pouvoirs. Si le soviétisme n'y a pas survécu, le capitalisme cherche à détourner ce mouvement : le management, l'autoévaluation des salariés. Une génération de dirigeants, s'appuie sur l'échec des partis pour mieux aller vers un nouveau type d'autoritarisme. La loi Notre (Nouvelle organisation des territoires de la République) fait partie de l'arsenal.

Considérant que la verticalité des pouvoirs était en cause et que ses élus étaient encore trop sous le feu des colères, la bourgeoisie veut éloigner encore davantage les pouvoirs des citoyens et accroître leur sentiment d'impuissance. Les Communautés de Communes se substituent aux Maires - verra-t-

on ceux-ci disparaître faute d'avoir une fonction suffisante ? Les Métropoles concentrent à la fois les moyens matériels et les pouvoirs. Ainsi la verticalité s'accroît. C'est aussi une manière de mettre les « territoires » en concurrence entre eux. Comment ne pas rapprocher cette réforme de structure de la marche rampante vers le Tafta, c'est-à-dire vers une mise sous tutelle directe des pays par les multinationales ? Il y a déjà les prisons privées aux USA, des armées privées en Grande Bretagne ou la justice privée quand les serveurs informatiques sont chargés de faire leur propre police à l'égard des textes envoyés ?

Faut-il alors défendre l'État ? Mais ce sont les États, tous gouvernements confondus, qui sont à l'œuvre de ce processus. Si pour le Capital, face aux exigences de démocratie la meilleure défense c'est l'attaque pourquoi n'en serait-il pas de même pour nous ? Au risque de défendre un système vertical face à une menace pire. Ou devons-nous de manière urgente déceler ce qu'il y a comme attentes enfouies et commencer à désigner comment on peut y répondre par de la Démo/ Cratie ? ●

Les échelles territoriales ne sont pas des niveaux

La hiérarchie verticale hante les territoires, leurs organisations et les pouvoirs qui les régissent, obérant depuis longtemps déjà la possibilité de leur maîtrise démocratique.

De plus en plus nos vies et activités quotidiennes se déploient et sont affectées par des échelles multiples du local au global. La condition spatiale de chacune et de chacun est donc non seulement pluriscale, mais omniscalaire ! Chaque échelle est toujours à la fois une réalité en soi, un

composé d'échelles plus petites, et une composante d'échelles plus grandes, mais personne ne vit une globalité globalement ! Une métropole, un département, une région, une nation, un continent, ou le monde sont toujours vécus à partir d'un lieu donné. C'est la spécificité irréductible du local et son asymétrie radicale avec le global. Si le monde est l'échelle qui contient toutes les échelles, le local c'est l'échelle où s'exercent toutes les autres échelles, et celle à partir de laquelle on peut se déployer à toutes les autres.

Ce local ce sont les communes, qui peuvent être considérées comme les atomes de base à partir desquels on peut constituer toutes les molécules territoriales les plus complexes. « L'universel c'est le local moins les murs » dit le poète M. Torga. Privilégier la commune n'est pas s'enfermer dans le localisme ! D'autant plus que d'un pays à l'autre la structure territoriale varie, et les communes (ou équivalents) n'ont pas nécessairement la même dimension ! La France compte 36000 communes, soit autant que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Espagne

et l'Italie réunies ! Au contraire d'une vision simplificatrice cela n'en fait pas ipso facto un pays plus démocratique ! Et d'un système politique à un autre la hiérarchie territoriale toujours empreint de verticalité est modulée différemment. Mais cet empilement de la gestion des échelles procède toujours de deux sources distinctes aux effets conjugués :

- Une logique de représentation : il a toujours fallu « prendre de la hauteur » pour considérer un territoire plus vaste, donnant lieu à toutes les représentations cartographiques. Or, aucune carte n'est le territoire, mais une construction mentale !

- Une logique de pouvoir pyramidal : où le pouvoir politique descendant a été forgé à l'image d'un pouvoir ecclésiastique ascendant. Schéma qui a structuré par-delà toutes les évolutions et révolutions toutes les politiques jusqu'à nos jours.

Cette logique a posé l'État au sommet, donnant parfois un sommet à l'état lui-même, et imposé un fonctionnement étatique à toutes les niveaux jusqu'aux communes !

Privilégier la commune n'est pas s'enfermer dans le localisme !



Bernard Buffet - Métro Barbès - 1989

Déconsidérer les échelles du territoire comme niveaux de pouvoir s'éloignant et s'opacifiant au fur et à mesure, c'est à la fois démystifier l'étatisme, et déjouer les pièges de la proximité comme seule maîtrise démocratique possible, à la grande joie du néolibéralisme. Déconstruire la fable idéologique du millefeuille institutionnel oblige à rejeter tout statut quo et toute nostalgie, car aucun schème territorial n'a été réellement démocratique. Élaborer une vision nouvelle et coextensive des échelles préservant à la fois découpages et continuités

des territoires relève d'un redoutable défi sans précédent et invite à une véritable décolonisation de nos imaginaires politiques. Exemple : le passage d'une échelle à une autre ne relève pas d'un agrandissement ou d'une réduction, mais d'un changement qualitatif parfois profond, de par la réalité physique du territoire lui-même, ses aménagements et fonctions, ses interrelations et voisinages, la pluralité des habitants...

Quelles que soient les futures échelles territoriales, on peut néanmoins leur

imaginer quelques caractères fondamentaux : penser le territoire comme un assemblage d'échelles à repenser ; la nécessité d'assemblées démocratiques dépassant la représentation comme mode de fabrique solidaire du commun, la nécessité de compétences générales et partagées incitant à la coopération avec les autres échelles, et des modes de décision assurant une démocratie à la fois continue et transversale facteur et vecteur d'un co-développement !

● **MAKAN RAFATDJOU**

Des lieux de pouvoirs insaisissables

Jacques Pigaillen



J'ai assisté l'an passé à une présentation de l'organisation des territoires de l'Agglomération du Grand Paris : 139 communes, 89% de la population d'Île de France soit grosso-modo un.e français.e sur 6.

En Ile de France, une usine à gaz

• Un empilement de structures

Chacune d'elles partage ses compétences avec les autres. Au sommet la Métropole du Grand Paris définit les stratégies de développement économique et social, d'aménagement de l'espace, de l'habitat, d'environnement et de cadre de vie. En dessous, 12 Établissements Publics Territoriaux (EPT) s'occupent du Climat, de l'air et de l'énergie, de l'action sociale, des déchets et de l'assainissement et adoptent les Plans Locaux d'Urbanisme. Tout en ayant leur mot à dire dans les domaines relevant de la Métropole. Quant aux communes, elles continuent de signer les permis de construire, d'entretenir la voirie les écoles, les cantines, en respectant les décisions des niveaux supérieurs. Et bien sûr, il y a toujours les départements, la Région qui gère les transports, et surtout L'État maître des infrastructures principales (comme ADP, Rungis ...) et de l'Établissement du Grand Paris. Cherchez donc à quelle porte frapper quand vous n'êtes pas content.es de ce qui se passe dans votre quartier, ou quand vous voulez vous impliquer dans ou contre tel ou tel projet ?

• Une démocratie directe de plus en plus lointaine.

Les élu.es des différentes instances sont désigné.es au second degré par les communes. Les petites communes en désignent souvent un.e seul.e, les grosses villes 3 ou 4 tandis que la Ville de Paris en truste 62.

• Des solidarités locales démembrées.

Si certains E.P.T reprennent les anciennes communautés d'agglomération d'autres regroupent des zones à problématiques très différentes. Cerise sur le gâteau, l'Assemblée du Grand

Paris définit ce qui relève d'elle seule et donc au final de ce que les autres peuvent faire ou pas.

Ce que j'en tire

La structure est opaque. Elle dilue les responsabilités, rend impossible toute décision sinon technocratique, et empêche tout contrôle et toute implication citoyens. La décision au final échappe aux communes, sauf peut-être à Paris qui cumule les compétences des communes, départements et E.P.T. ●



« Ils l’emmènent où mon territoire ? »

Jean-Pierre Meneghel



«Jusqu'à présent la conception du territoire était «d'assurer une répartition équilibrée des ressources, des activités et des hommes dans l'espace, afin de préserver durablement l'ensemble du territoire national comme lieu de vie et d'activité. Indissociable du principe d'égalité républicaine et d'un profond attachement à la richesse et à la diversité territoriale de notre pays¹ ». Nos territoires voient les services publics partir les uns après les autres. Sans parler des services comme la boulangerie, l'épicerie, le petit café du coin ou le bureau de tabac. Les populations, abandonnées, sur les questions de l'emploi, de l'économie et du social en général au profit des grandes agglomérations, sont en droit de s'interroger : « Ils l'emmènent où mon territoire ? ».

Petit à petit, une partie de nos concitoyens a l'impression d'être les oubliés toujours plus éloignés des lieux de pouvoir. Tout est repli mais pas pour tout le monde, que l'extrême droite soit en tête du premier tour de l'élection présidentielle dans plus de 19 000 communes illustre l'ampleur de ce phénomène inquiétant.

A partir de là, parlons-en de la désertification des territoires !

Poursuivant la politique de ses prédécesseurs, le gouvernement modifie la définition des hôpitaux de proximité. La carte hospitalière offrirait trois ni-

veaux : les hôpitaux « d'excellence » pratiquant une médecine de pointe (pour nous Dijon). Un peu moins éloignés : les hôpitaux de recours autorisés à proposer de la médecine, de l'obstétrique, de la chirurgie (pour nous Chalon sur Saône). Et, enfin, les hôpitaux de proximité dédiés aux soins aux personnes âgées et au suivi des malades chroniques (pour nous Montceau les Mines). Bonjour l'errance médicale.

Le centre hospitalier de Montceau a déjà quasiment le profil type après la perte de sa maternité et la fermeture de la chirurgie en 2018. Et la population sait ce que signifie le terme éloignement en la matière. A Montceau les Mines la directrice du GHT (Groupement Hospitalier de Territoires) nous a assurés du maintien du SMUR (Service Mobile d'Urgence et de Réanimation). Mais la lecture des

nouvelles orientations gouvernementales ne peut que nous inquiéter. Car contrairement aux annonces faites, la situation financière de notre hôpital, loin d'avoir été redressée par la disparition de la chirurgie, a été aggravée. La disparition du service de chirurgie a un impact délétère sur la santé d'une population vieillissante et fragile. A plus ou moins 30 minutes de l'hôpital, notre bassin de vie compte 105 000 habitants répartis sur 62 communes. Si, à minima, le retour de l'ambulatoire n'est pas assuré, l'hôpital deviendra rapidement un EHPAD XXL.

L'Association des maires de France (AMF) et les élus communautaires de France, demandent au gouvernement d'entendre « l'appel des territoires pour une offre de soins publique préservée et développée » et de « stopper toute fermeture de service hospitalier public.

Dans le Charolais Brionnais, en 2020, les hôpitaux de Paray, La Clayette et Charolles devraient fusionner administrativement. L'administratif, probablement la première étape avant d'attaquer les services de santé.

Pourquoi veulent-ils fusionner ? Pour fermer ! Pour trouver de l'argent pour le gros hôpital de Paray, il faudra vampiriser les petites structures de La Clayette et Charolles. Et après, c'est Mâcon qui finira par vampiriser Paray ! Nous sommes là sur un territoire 100% rural qui poursuit ainsi un processus de désertification. Qui viendra habiter dans un lieu où l'on ne peut pas se soigner ?

A rebours montrer les conséquences territoriales de l'asphyxie des hôpitaux peut devenir un facteur d'une mobilisation plus large des usagers. Ils sont concernés à double titre. ●



1. Rapport d'information n° 565 (2016-2017) de la commission du Sénat de l'aménagement du territoire et du développement durable.»

Pas de territoires sans train

Christian Mahieux



De 1995 (avec le contrat de plan SNCF/Etat combattu par les cheminots et cheminotes, notamment parce qu'il supprimait 6000 kms de lignes) aux Gilets jaunes (avec la question de l'accès au train dans les zones rurales), le chemin de

fer est au cœur de bien des luttes sociales.

Ce souci du service proposé aux usagers n'est pas absent des mouvements les plus actuels à la SNCF : que ce soit après l'accident TER en octobre ou la grève de décembre. Par ailleurs, on ne compte plus les comités locaux créés pour sauvegarder une gare ou une ligne. Sur ce dernier point, il ne serait pas inutile de travailler à la création d'un collectif national véritablement pluraliste, rassemblant tout en respectant les diversités ; un mouvement fédératif, dans lequel nous pourrions aussi, à partir des vécus de salarié.es et d'usager.es du secteur ferroviaire, réfléchir à sa possible autogestion¹.

1. Voir à ce sujet : « Sur la voie (ferrée) de l'autogestion », Francis Dianoux et Christian Mahieux, Les utopiques n°10, Editions Syllepse, printemps 2019.

2. En réalité, la différence est même plus importante car sur les 28 720 kms actuels, il y a 2 757 kms de Lignes à grande vitesse (LGV), qui n'existaient évidemment pas en 1938 et dont le rôle en matière d'aménagement du territoire

est très différent. A la création de la SNCF, le 1er janvier 1938, le réseau ferroviaire français comptait 42 700 kms. En 2017, il en restait 28720... Un tiers en moins²! Même s'il n'est pas question de nier certaines transformations depuis 80 ans, dont l'essor du transport routier, il n'en reste pas moins que, d'une part le transport ferroviaire est très nettement préférable aux points de vue sécurité, écologique et social, d'autre part il joue un rôle important dans l'aménagement

du territoire ; quand il n'y a plus de gare, de train ou de ligne, c'est une entrave souvent irrémédiable au besoin de transport pour aller travailler, étudier, se soigner, se cultiver, rencontrer d'autres personnes. Alors le territoire concerné se désertifie et s'appauvrit.

L'organisation interne de la SNCF amplifie ce processus : la gestion par activités facilite la mise en place d'horaires incompatibles entre TER d'une part, Intercités ou TGV d'autre part. La multiplication des entreprises intervenantes qu'entraînera dans un premier temps³

« l'ouverture à la concurrence » du trafic voyageurs renforcera encore cette absurdité. ●

est très différent. A ce propos, il faudrait aussi parler des « gares nouvelles », excentrées, qui effacent un des atouts majeurs du train desservant le cœur des villes et obligent ... à prendre la voiture pour s'y rendre et en revenir.

3. Avant la traditionnelle phase de re-concentration, toujours constatée dans ce genre d'opérations, qui se fait autour d'une seule entreprise ... privée.

Gare du Nord : Non à un projet pharaonique et obsolète

Un collectif se met en place pour une alternative innovante. Extraits de l'appel :

[...] **Non** à la financiarisation des services publics ! **Non** à la sur-densification et aux mégaprojets urbains ! **Non** au consumérisme et à la marchandisation généralisée de la ville ! **Oui** à un pôle intermodal métropolitain de haute qualité environnementale et d'usage ! **Oui** à une gare partie intégrante du quartier et à une gare au quotidien pour les voyageurs et voyageuses du nord de l'Ile-de-France ! **Oui** à la préservation et à la mise en valeur d'un patrimoine ferroviaire !

Au terme de 5 ans d'études, un projet pharaonique de transformation de la Gare du Nord a été rendu public en juillet 2018 [...] il fait de la modernisation nécessaire de la plus grande gare d'Europe une opération de promotion immobilière et commerciale sans rapport immédiat avec la fonction initiale d'une gare. Le projet ne prend pas en compte la réalité des quartiers environnants et les besoins de transports et d'usage des métropolitains. Pour réaliser des travaux estimés à 600 millions d'€ une société d'économie mixte «à opération particulière» (SEMOP) a été créée. Elle a organisé un concours auprès d'investisseurs et choisi la proposition de Ceetrus, filiale du groupe Auchan (qui détiendra 64 % du capital de la Semop).

Il s'agit de construire 50 000 m² de surfaces supplémentaires dans la gare dont un centre commercial de 20 000 m², des



La gare Saint-Lazare, Claude Monet, 1877

équipements privés de sports et de loisirs, et des bureaux. La SNCF souhaite livrer la gare rénovée pour les JO de 2024. Ce projet, élaboré dans le plus grand secret, sans aucune concertation avec les acteurs concernés [...] n'a cessé de susciter craintes, interrogations et oppositions formellement formulées et transmises par les acteurs concernés [...]

Face à cette situation, depuis septembre 2019, des voix multiples se sont élevées - experts, associations, syndicats de salarié.es, la ville de Paris, des élus de banlieue - pour dénoncer : une grave erreur urbaine et patrimoniale, un mépris des salarié.es

et des usagers de tous les transports en commun, un programme commercial surdimensionné inacceptable, une complication de l'organisation de la circulation des voyageurs et de l'accès aux trains, une accélération de la privatisation de l'espace public des gares, une concurrence déloyale avec les commerces des villes de banlieue nord. ●

Ce collectif a lancé maintenant l'installation d'une conférence citoyenne sur le sujet avec une réunion le 11 décembre à l'AGECA.

contact@retrouvonslenord.fr

Nouvelles mobilisations métropolitaines

Jusque là les mobilisations urbaines tournaient autour des questions névralgiques, comme le logement et les questions environnementales, mais restaient focalisées sur des projets ponctuels, et émanaient de l'activité d'associations depuis longtemps rompues à ces questions.

La nouveauté c'est que des mobilisations naissent de larges et nouvelles convergences d'acteurs anciens et nouveaux, et se positionnent sur des principes fondamentaux comme la propriété et le bien commun. Elles constituent surtout de premières, et déjà décisives, résistances créatrices contre la financiarisation et la marchandisation généralisée de l'aménagement des villes et territoires, dénonçant et s'opposant à de grands projets utiles uniquement à des fins de profit et de spéculation.

La plus significative est la mobilisation contre le projet d'Europacity où des investisseurs chinois et français portaient un méga-projet de commerces et de loisirs sur des terrains parmi les plus fertiles d'Ile de France, à deux pas de l'aéroport de Roissy, autour d'une nouvelle gare de Paris Express. Très vite mobilisé autour d'un contre-projet portant sur une agriculture urbaine de haute qualité écologique (CARMA), des acteurs associatifs associés à des citoyens, des professionnels, des chercheurs, mais aussi des élus et des forces politiques, ont su impulser une dynamique excep-

tionnelle, intense et durable, déjouant le faux chantage à la création d'emplois qui avait séduit certains élus locaux. Devant le risque avéré d'un enlèvement et d'une nouvelle ZAD aux portes de la métropole mondiale, le Président de la République a sonné l'abandon du projet initial, qualifié de dépassé et antagonique aux enjeux du XXIème siècle ! Mais la lutte continue et demeure âpre sur le contenu de l'alternative, tant est grand l'enjeu de la valorisation foncière autour d'une nouvelle gare métropolitaine, sensée participer au financement même des nouvelles lignes du métro!

Un autre exemple est donné par l'association « La Seine n'est pas à vendre », née à l'occasion d'un projet immobilier sur le domaine public en plein cœur de Paris dans le cadre du concours Réinventer la Seine initié par la ville. Son action, toujours en cours, a contribué aussi à l'abandon d'un autre concours de la Ville de Paris autour de la création de trois nouveaux ponts et de l'aménagement de leurs abords par des opérateurs privés, et qui a été annulé suite à la décision du Conseil d'Etat pour cette raison.

La mise en œuvre d'une métropole alignée sur des logiques néolibérales a donné lieu à une myriade de projets autour de toutes les gares des nouvelles lignes de métro, ainsi qu'à travers de nouvelles procédures de concours : Réinventer Paris 1 et 2 (révolution en



sous-sol), Inventer la Métropoles 1 et 2, Réinventer la Seine... Cette frénésie constructive et cet acharnement urbanistique, adoptées depuis dans d'autres métropoles, se drapent derrière des objectifs de créativité et l'alibi des enjeux écologiques. En réalité il s'agit de la plus grande mutation urbaine depuis un demi-siècle, tant par l'ampleur conjuguée de leurs programmes, dispersés sur plus d'une centaine de sites à Paris et en banlieue, que par la logique jamais vue d'effacement de la puissance publique au bénéfice du privé, d'absence totale de toute réflexion et de cohérence globale préalables, et d'une dérégulation au bénéfice d'un marketing territorial au service d'une concurrence mortifère.

C'est cette logique qui est dénoncé par l'appel « La ville n'est pas un Monopoly » initiée par un collectif d'associations. C'est aussi elle qui est au cœur de l'appel « Retrouvons le Nord pour la Gare du Nord » contre un autre mega-projet visant à transformer cette gare en un centre commercial pharaonique. Contre le compromis qui semble se dessiner entre les acteurs du dossier (Etat, SNCF, Ceetrus, Ville de Paris...) l'appel vise une véritable

maîtrise démocratique par une double convergence inaugurale : entre citoyens, associations et syndicats d'une part, entre Paris, banlieue et les régions de l'autre.

Ces mobilisations montrent que les luttes métropolitaines concernent toutes les dimensions de la vie de chacune et de chacun. Elles pointent et mettent en cause les logiques globales du néolibéralisme qui tend à coloni-

ser nos vies quotidiennes. Et pour peu que ces résistances soient l'œuvre de larges rassemblements d'un maximum d'acteurs divers, portent une exigence radicale de démocratie et comportent une dimension créatrice d'alternative, elles réussissent à fédérer de nouvelles convergences politiques par-delà les logiques partidaires à mêmes de les mettre en échec. ●

● **MAKAN RAFATDJOU**

Points communs

Ces pages ont un point commun : elles heurtent la normalité du système représentatif. Il est remarquable que ce commun vienne aussi bien de « sachants », d'élus que de « simples » citoyens. Évidemment, ils ont été choisis sur cette base afin de faire suite au numéro de février de Cerises <http://ceriseslacooperative.info/wp-content/uploads/2019/04/cerises-2.pdf> Si l'on rapproche ces textes d'expérimentations locales de plus en plus nombreuses (plus de 130 en France), des mises en coopératives, des coordinations des mouvements sociaux, des Gilets Jaunes, des « manifs » sur le climat, c'est la verticalité de la représentativité qui est en cause. Nous sommes devant ce paradoxe : la vie exige de la socialisation à l'échelle de la planète et ce qui est pensé comme efficace -y compris parmi des forces démocratiques- relève de la verticalité. Dès lors, tout se passe « en haut » sans que l'on sache bien où est cet en haut. Mais le nouveau qui pousse vers d'autres rapports sociaux est le rejet de cet héritage. Que concevoir alors à la place si ce n'est une redéfinition

complète de la citoyenneté ? C'est-à-dire d'être pleinement sujet de son propre devenir et du devenir commun. Le comment est à construire. Le risque est d'opposer un « faire » qui s'ancre à juste titre « en bas » et une pensée qui serait par essence dogmatique, loin du réel. Or, s'il n'y a pas de pensée sans un faire qui commence à changer la place occupée dans la société et donc de fait commence à s'attaquer à ses structures et il n'y pas davantage de faire sans un minimum d'élaboration -n'ayons pas peur du mot- théorique.

Sans doute la suite est de faire converger toute revendication et attente vers cet enjeu : devenir ensemble force de pouvoirs. Il est temps de faire passer l'action politique en dehors des logiques représentatives. Si 60 millions de citoyens n'iront jamais tous ensemble à l'Assemblée nationale, ils peuvent inventer une démocratie dont le fonctionnement permet de maîtriser les actes de leurs porte-parole, afin que ce soient les assemblées locales qui aient le premier et le dernier mot.

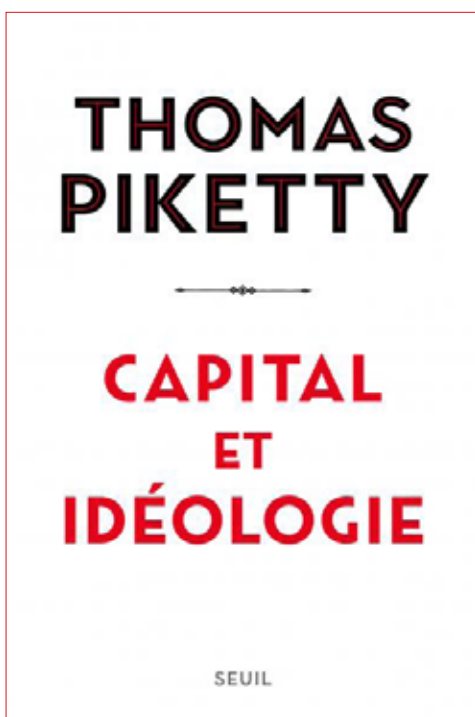
● **PIERRE ZARKA**

**Le réseau
« Se fédérer pour
l'émancipation »
vous invite
à poursuivre
la réflexion**

**SAMEDI
18 JANVIER
2020
DE 10H
À 17H**

**Au Maltais Rouge
40, rue de Malte
75011 PARIS
(M° Oberkampf
et République)**

Thomas Piketty : riches contre pauvres ou conflit de classes ?



Benoit
Borrès

En questionnant la propriété, le dernier livre de Thomas Piketty, Capital et idéologie, semble introduire une rupture par rapport au précédent. Il reste cependant prisonnier d'une vision purement idéologique des inégalités et d'un capital vu comme un stock et non un rapport social, ce qui l'amène à des solutions irréalistes.

La sortie d'un livre de Thomas Piketty est toujours un événement, d'autant que sa réflexion participe à un renouveau social-démocrate que l'on retrouve à la gauche du parti démocrate étasunien, dans le parti travailliste britannique ou sous des formes diverses dans certains pays européens. Outre le fait qu'il définit une théorie de la transition entre les sociétés trifonctionnelles (clergé,

guerriers et tiers-état) et les sociétés « propriétaires », sa proposition nouvelle porte sur une intervention accrue des salariés dans la gestion des entreprises qui s'ajouterait à ses prescriptions fiscales habituelles.

On reste cependant perplexe quant à une évolution réelle de l'auteur. Même s'il sait pertinemment que la valeur des propriétés « exprime les anticipations de gains futurs et de profits de toutes sortes » (p. 506), son raisonnement reste basé sur un capital qui est traité comme un stock comptable qu'il faudrait régulièrement répartir entre les individus et les générations au moyen de l'impôt sur les revenus, les patrimoines et les successions.

Pour Piketty, les inégalités sont le résultat d'une bataille idéologique et non de mécanismes politico-économiques déterminés. S'appuyant sur les expériences « sociale-démocrates » du XXe siècle, il ne cesse d'expliquer que ce qui a été fait à une époque pourrait l'être à nouveau. Il oublie soudainement que la valeur du capital est déterminée par le

scénario de ses revenus futurs qui est le produit de la croissance de l'économie et du rapport entre les classes. À rapport de classes inchangé, si la croissance de l'économie est forte, la croissance des revenus financiers suivra celle de l'économie. Inversement, la croissance des revenus financiers ne peut s'obtenir que par une pression plus forte sur les revenus du travail.

Ce n'est donc pas un hasard si tous les exemples de tournants plus égalitaires qu'il cite ont été réalisés à la suite de destructions de capital et/ou de forte croissance : montée en puissance de l'impôt sur le revenu à l'issue de la première guerre mondiale, New Deal rooseveltien ou reconstruction de l'Europe dans des formules gagnant-gagnant à l'issue de la seconde guerre mondiale. La croissance mondiale ne cesse de ralentir depuis les années 1970. Plus celle-ci est faible, plus la possibilité d'une conjugaison des intérêts conjoints du travail et du capital se réduit.

sa réflexion participe à un nouveau social-démocrate

Si nous appliquons ses préconisations, les valorisations des entreprises baisseraient immédiatement, ce qui n'est pas sans poser problème si on cohabite avec des actionnaires : ceux-ci refuseront de renouveler les investissements. Le fait qu'à terme les salariés puissent être majoritaires ne fait d'ailleurs qu'aggraver cette situation.

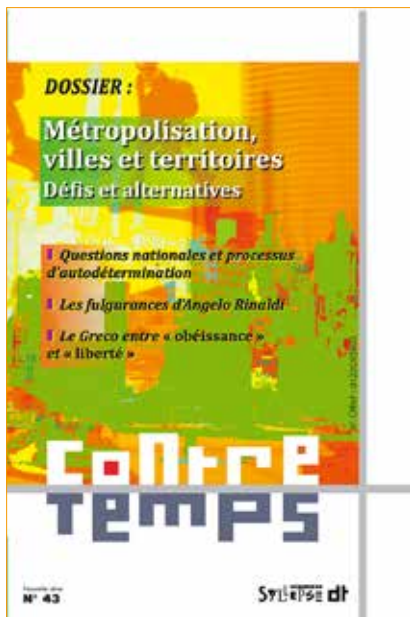
Est-ce à dire qu'il n'y aurait pas de solutions ? L'étude de Thomas Piketty contient un précédent qui nous en ouvre une qu'il ne saisit pas : l'abolition de l'esclavage. Celle-ci s'est réalisée par un acte juridique simple : l'interdiction de posséder son semblable. Celle-ci n'a pas été l'objet de mesures indirectes ou progressives comme une taxation spécifique des revenus des propriétaires d'esclaves ou encore une liberté progressive des esclaves qui commencerait certains jours de la semaine : non, l'abolition de l'esclavage s'est faite par un acte juridique à effet immédiat.

En cette période de très faible croissance de l'économie, il est essentiel de promouvoir des mesures juridiques franches qui touchent à la propriété et non des mesures fiscales qui réduisent a posteriori les inégalités. La source des inégalités que conteste Thomas Piketty est évidente : la possibilité pour des personnes de tirer des revenus de biens qu'ils n'utilisent pas. La solution n'est donc pas tant de transférer de la richesse entre les déciles que d'abolir la propriété lucrative : une propriété que l'on n'utilise pas mais que l'on possède à la seule fin d'extraire de la richesse à ceux qui la produisent. Il ne sera ainsi plus possible d'être propriétaire d'un

bien immobilier destiné à la location ou d'être actionnaire d'une entreprise dans laquelle on ne travaille pas.

Une interdiction attentatoire à la liberté ? Personne ne s'offusque aujourd'hui de l'interdiction de l'esclavage dans la mesure où elle garantit à toutes et à tous la liberté. Il en sera de même demain de l'interdiction de la propriété lucrative qui permettra à toutes et à tous une liberté réelle comprenant notamment celle de posséder ce dont on a besoin pour vivre. Ceci signifie un changement constitutionnel essentiel sur le droit de propriété qui ne sera possible que dans le cadre de mesures sociales et écologiques qui dévaloriseront immédiatement le capital. Il ne s'agit donc pas d'une guerre entre riches et pauvres qui n'aura jamais de fin mais d'une guerre de classes avec comme issue l'abolition de la propriété lucrative.

On objectera que l'éviction des actionnaires est un objectif totalement irréaliste ou utopique... comme l'abolition de l'esclavage l'était en son temps. Cet objectif est pourtant infiniment plus crédible dans la mesure où cette mesure peut partir d'un pays donné pour ensuite s'étendre. La simple présence d'un secteur coopératif important qui utilise d'autres règles que la valorisation capitaliste nous montre qu'il est possible d'établir un nouveau régime social dans un pays tout en cohabitant dans l'économie mondialisée. Une perspective au final largement plus immédiate que l'hypothèse de Thomas Piketty d'établir d'autres règles au sein de l'Union européenne ou encore de mettre d'accord les principaux pays du monde pour établir un cadastre financier public ! ●



ContreTemps

Elle est là, nous enserrant, vigoureuse et étouffante : la ville !

Si familière qu'on oublie de s'en préoccuper.

Pourtant la dynamique d'expansion des villes contemporaines se traduit en termes vertigineux (500 villes dans le monde dépassent le million d'habitants, dont 30 comptent plus de 15 millions d'habitants). Cette « métamorphose planétaire », loin de « répondre à l'espoir d'une civilisation nouvelle » (Henri Lefebvre) soumet l'humanité à un mal-être urbain, à une déréliction des villes moyennes et des territoires ruraux, à des multiples problèmes... On sait à quels maux renvoient les mots logement, transports, pollution, déchets... Et quelles politiques ils appellent.

Mais qu'en est-il de la métropolisation ? Une approche plus inhabituelle et difficile s'impose.

Là, c'est à plein régime que le capitalisme agit ! Et tout projet d'émancipation ne saurait esquiver cet affrontement.

La revue ContreTemps ouvre ce chantier dans son numéro 43, avec son dossier « Métropolisation, villes et territoires. Défis et alternatives ». Invitation à une réflexion et un débat d'une décisive importance.

● FRANCIS SITEL

Métropolisation, villes et territoires, Éditions Syllepse 192 pages, novembre 2019.



Hors Normes

Un cinéma qui s'inspire de la vraie vie, celle des jeunes autistes diagnostiqués comme des cas complexes et celle des travailleurs sociaux qui tentent de rendre possible pour ces jeunes une vie en société.

Vincent Cassel et Reda Kateb jouent de manière très juste un duo de travailleurs militants, prêts à prendre des risques dans une société où la tendance à vouloir enfermer les fous pour se protéger prend le dessus : recruter des jeunes de banlieue et les former comme référents, continuer même si le financement n'est pas assuré, même si l'IGAS enquête et menace de fermer l'association. Continuer, parce que sinon, l'alternative pour ces jeunes, c'est la double peine ; l'enfermement et la régression.

Ces jeunes autistes qui dans le film sont acteurs de leur propre rôle, nous interpellent sur nos propres représentations de la norme...

Un film touchant, drôle et plein d'espoir.

● SYLVIE LARUE



Histoire d'Angèle

« Tout ce qu'il me reste de la révolution »

Un film de Judith Davis

Elle vient d'une famille militante mais sa mère a tout abandonné notamment le combat politique. Sa sœur a choisi l'entreprise, ses valeurs, et le mari, 1^{er} de cordée, qui va avec. Reste son père, ancien maoïste demeuré fidèle aux combats sa jeunesse. Changer le monde est désormais extraordinairement compliqué et tomber amoureuse ce n'est pas le moment, Angèle est occupée... À tenter de changer le monde Justement !

Et le film est ici subtil. Paru en janvier 2019 il a été pensé et écrit bien avant les gilets jaunes et pourtant... peut-être Angèle a-t-elle dans la tête, dans le cœur et sous la peau les symptômes avant-coureurs d'une gilet-jaunisse. Elle ne le sait pas encore mais en tout cas la voici appuyée aux idéaux de papa, en guerre ouverte contre la bien-pensance, la valeur travail, l'engagement dans l'entreprise, et gna gna ... de sa frangine. En tout cas elle expérimente la possibilité de se réunir pour essayer de faire quelque chose ensemble. Et ce quelque chose, qu'elle tente de faire avec d'autres, se coltine la vie qui perd du sens, se coltine le travail qui perd la même chose, tout autant qu'au langage qui n'est pas mieux loti.

Angèle a la colère débordante joyeuse, lumineuse. D'ailleurs en sortant du film on voit un peu mieux les petits cailloux du « déjà là » d'un autre monde.

● CATHERINE DESTOM

Les acteurs : Judith Davis, Malik Zidi, Claire Dumas, Mélanie Bestel, Nadir Legrand, Simon Bakhouché et avec la participation de Mireille Perrier.



Le venin dans la plume

G. Noiriel signe un nouveau livre « le venin dans la plume ». En écrivant ce livre Noiriel prend des risques car il attaque ad hominem un pamphlétaire très médiatique proche de l'extrême-droite. Ce livre a le mérite de décrypter à un siècle d'intervalle les discours identitaires (Drumont/Zemmour), discours qui surfent sur une conjoncture favorable. Noiriel travaille en historien en confrontant les deux discours. Mais peut-on comparer l'antisémitisme forcené de Drumont (il voyait des juifs partout !) et le rejet, voire la haine de Zemmour pour les populations de confession musulmanes ? c'est une question que se posent un certain nombre d'intellectuels. Cependant comme le dit une journaliste de la Croix on retrouve la même rhétorique chez Drumont et Zemmour, une France immuable incarnée par le « Nous » et le « Eux » qui sont les ennemis ; la France connaît une situation de décadence et la rhétorique de l'inversion : les dominés (persécutés) sont en fait les dominants (persécuteurs). Ce livre, malgré quelques points faibles, pointe une question extrêmement sensible : la montée en puissance grâce aux réseaux sociaux d'une idéologie nauséabonde qui trouve un écho quand la crise économique et sociale fracture les sociétés.

● DANIEL ROME

« Le venin dans la plume, Édouard Drumont, Éric Zemmour et la part sombre de la République » Édition La découverte-2019 237p – 19€



Make Rojava green again

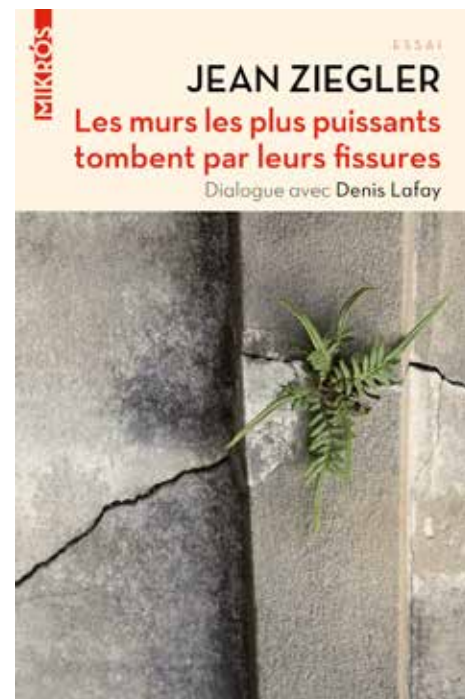
A caser entre deux chaussons sous le sapin ce petit opusculé fait écho au soutien à la lutte, pour la survie, du peuple Rojava.

Cet écrit collectif est d'un accès facile, tout à fait abordable pour qui n'a pas (encore) grande connaissance de cette région, des peuples qui l'habitent et de la géopolitique laissée par l'empire ottoman et l'impérialisme régional du régime d'Erdogan.

Plusieurs aspects sont ainsi présentés. Ouvrage engagé, il sera reçu comme un nouvel élément de propagande en faveur d'une résistance contre Daesh, originale autant que tenace. Expérience autogestionnaire dans laquelle les plus anciens-nes trouveront sans doute des relents d'Ujamaa (en Tanzanie), la démarche démocratique, comme le rôle des femmes, dans cette résistance aideront ils l'herbe verte à repousser dans ce jardin ?

● PATRICK VASSALLO

Make Rojava green again, ouvrage collectif, éditions ACL, 145 pages, 8 €



Les murs les plus puissants tombent par leurs fissures

Dans ce petit opusculé, Jean Ziegler, combattant suisse émérite, dialogue avec Denis Lafay sur le capitalisme et son évolution contemporaine. Sans concession. Sans baisser la garde, les critiques virulentes qu'argumente ce livre s'en tiennent à l'essentiel et prônent une sorte de réarmement idéologique face à l'évolution du libéralisme et à l'aggravation considérable des inégalités... et des possibilités !

Cette critique virulente ne ménage pas l'Union européenne, ni le véritable détournement de finances publiques opéré par les classes dirigeantes.

Une lecture vivifiante à digérer entre le foie gras et la galette des rois !

● PATRICK VASSALLO

Les murs les plus puissants tombent par leurs fissures, Jean Ziegler, éditions de l'Aube, 2019, 69 pages, 7,90 €

Ré-inventer la décentralisation ?

La logique de développement régulier du secteur culturel, notamment à partir de 81, a construit, pas à pas, une décentralisation par palier, notamment dans le spectacle vivant. Même si des exceptions existent, c'est bien l'État, accompagné par les collectivités locales, qui a structuré puis labellisé des équipements (plus que des équipes). L'expérience du Centre Dramatique des Villages du Haut Vaucluse est une tentative inclassable qui remet les artistes au coeur des projets.

Les Centres Dramatiques Nationaux (CDN) se cherchent un second souffle. Initialement construits pour être portés par des "troupes", ils sont devenus peu à peu des "équipements" pilotés par "un-e" artiste (souvent un-e metteur-se en scène). Les Scènes Nationales (SN), animés par des directeur-trice non-artiste, deviennent presque des doubles inversés des CDN. Le discours majoritaire du moment affirme : "les artistes doivent se consacrer à leur art, chacun son métier !". On note même une difficulté pour les CDN de recruter des artistes-directeurs/trices. Leur indépendance et la souplesse des fonctionnements en compagnie sont pour les artistes des richesses à protéger et les maisons communes que sont les CDN ne font pas toujours rêver.

Cette tendance, articulée à la multiplication de lieux de programmation de qualité (scènes conventionnées, théâtres municipaux...) a fait émerger une nouvelle profession : le programmeur. Aux artistes les créations, aux programmeurs leur diffusion. La réalité étant bien entendu plus complexe, on pourra simplement s'interroger sur cette "liberté de création" qui repose sur des techniciens de la culture ?

C'est dans ce contexte qu'est apparu, à la rentrée, un OVNI de la décentralisation un "Centre Dramatique des Villages du Haut Vaucluse (CDDV)". Parrainé par Robin Renucci (lui-même directeur de CDN) et porté par la fusion de 2 structures, une compagnie de théâtre, **Eclats de scènes**, qui crée et programme depuis des années dans les villages du Vaucluse (animé par Frédéric Richaud) et un festival, **les Nuits de l'Enclave** basé à Valréas dirigé par le metteur en scène Gilbert Barba, le CDDV n'est pas encore un label mais déjà une invention salutaire. La permanence artistique sur un territoire est un incontournable pour que le théâtre devienne une pratique populaire et quotidienne. Le CDDV habite la ruralité en itinérance de villages en villages. Qui mieux que les artistes pour mailler, avec les multiples partenaires, un art transmission, un art émancipation ? Qui mieux que les artistes pour trouver les paroles poétiques qui "dé-territorialisent" le réel et libèrent l'imaginaire ?

Pour tisser un territoire de pratiques artistiques, il faudra laisser les clefs à des poètes, des clowns, des saltimbanques, qui, sans peur face à leur propre précarité, sauront mettre des mots sur nos maux. Finalement, cette nouvelle décentralisation culturelle sera peut être une recentralisation de l'art. ●

Laurent Eyraud-Chaume



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Emile Fabrol, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis sur la nouvelle formule cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>